

L'espace nord-ouest africain en mouvement

L'évolution récente des relations économiques entre le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal*

Résumé

Le Sahara était, dans l'histoire, un espace traversé par d'intenses mouvements humains et flux commerciaux qui liaient les deux franges nord et sud du désert. Cependant, au cours des derniers siècles ces échanges ont emprunté d'autres voies au détriment des pistes transsahariennes. Depuis quelques années, l'Afrique du Nord-Ouest connaît une forte évolution sur les plans politique, économique et migratoire. Parallèlement, cet espace a commencé à attirer l'attention des agents politiques et économiques, de la presse aussi bien que des populations. Le Maroc a réactivé sa politique africaine et a renforcé sa diplomatie économique sur le continent. Ce sont en particulier les relations politiques avec les deux voisins les plus proches, la Mauritanie et le Sénégal, qui connaissent un développement rapide et positif. Cette évolution se double de l'essor des relations économiques, surtout des investissements et d'autres types de coopération entre entreprises. Des nouvelles infrastructures réaménagent et revitalisent l'espace transsaharien et contribuent au déploiement du potentiel des flux de marchandises et autres. Mais, en même temps, ces rapports Sud-Sud courent le risque de reproduire les relations Nord-Sud dans ce qu'elles ont de plus déséquilibré.

Le Sahara est, historiquement, un espace traversé par d'intenses flux commerciaux qui liaient les deux franges nord et sud du désert, le Maghreb et le Sahel. Cependant, au fil des siècles, ces échanges empruntèrent, de plus en plus la voie maritime au détriment des pistes transsahariennes. Le commerce avec le nord de l'Afrique se faisait souvent même via l'Europe en raison du manque de liaisons directes régulières. En plus, des litiges territoriaux et des conflits politiques ont longtemps empêché la traversée régulière des frontières sahariennes. Aujourd'hui, le commerce et les relations

Steffen Wippel**

(steffen.wippel@rz.hu-berlin.de)

* Cet article se base sur une intervention faite lors de la rencontre de Khouribga sur les migrations à partir de la région Centre du Maroc, organisée par le journal *Assahifa*, le 5 février 2005.

** Steffen Wippel est économiste, il collabore au Centre de Recherches sur l'Orient Moderne (ZMO), Berlin, Allemagne. E-mail : steffen.wippel@rz.hu-berlin.de, WippelFriedrich@compuserve.com.

économiques transsahariennes en général connaissent un nouvel essor. Dans cet article, nous nous concentrerons sur les deux voisins du sud les plus proches du Maroc : la Mauritanie et le Sénégal.

Depuis la fin du colonialisme français, les relations entre le Maroc et la Mauritanie connaissent une évolution changeante. Pour rappel :

- l'idée du « Grand Maroc » et la question mauritanienne à la fin des années 50 menaçaient l'existence même d'une Mauritanie indépendante ;
- puis, après la reconnaissance de l'indépendance mauritanienne, l'essor des rapports bilatéraux au début des années 70 est allé de pair avec une intense politique de coopération et finalement le partage du Sahara ex espagnol ;

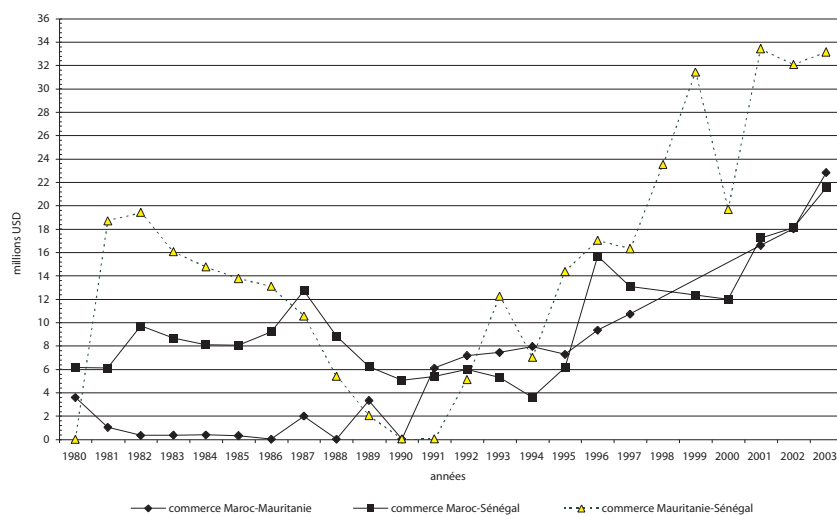
- et enfin, à la fin de la même décennie et au début des années 80, le retrait du Sahara et la reconnaissance de la "République sahraouie" par la Mauritanie inauguraient une autre période de relations extrêmement tendues avec le Maroc, qui cependant connurent une certaine accalmie peu après l'arrivée au pouvoir du président Ould Taya.

Depuis 1997-1998, les relations entre ces deux Etats connaissent un développement rapide et positif. Cette évolution s'est produite dans le cadre d'une politique africaine réactivée par le Maroc et de sa diplomatie économique renforcée sur le continent, la construction du Maghreb restant encore bloquée. Le roi Mohammed VI s'est rendu trois fois en Mauritanie (septembre 2001, juin 2003 et mars 2005), et le président Ould Taya est venu deux fois au Maroc (avril 2000 et mars 2004), sans compter les nombreuses visites réciproques des chefs de gouvernement et de ministres. De nombreux accords, en particulier sur le plan économique, ont été conclus dans la foulée, de nouvelles commissions mixtes, ont été établies et des projets communs ont été entamés. Par contre, l'accord de libre-échange prévu depuis quelques années pour remplacer l'ancien accord commercial n'a pas encore vu le jour, et l'*Union du Maghreb Arabe* (UMA) qui rassemble les deux pays (ainsi que l'Algérie, la Tunisie et la Libye) et projetait d'établir une zone économique plus vaste est en panne depuis 1994.

Cette évolution des relations politiques se double de l'essor des relations économiques. Après une très forte baisse au cours des années 80 (caractérisée par des volumes d'échanges de moins d'un million de dollars américains en moyenne annuelle), le commerce bilatéral a connu une certaine reprise dans la première moitié des années 90 (environ 7 à 8 millions d'US\$ par an). Mais depuis 1996, les échanges commerciaux entre les deux pays ont triplé, pour atteindre 24 millions en 2003. Cependant, il faut noter que les flux de marchandises sont d'abord constitués d'exportations marocaines, tandis que les importations en provenance du voisin demeurent – selon les statistiques officielles – négligeables dans la mesure où elles représentent moins de 2 % des échanges bilatéraux. Elles se concentrent sur le poisson et comprennent aussi du cuir, des peaux, des chameaux, etc. Dans l'autre direction, le Maroc expédie des produits finis,

des produits alimentaires, des vêtements, des velours et des chaussures ; souvent aussi de l'habillement traditionnel (*djellabas, babouches*), mais également des équipements ménagers et du ciment.

Echanges commerciaux Maroc – Mauritanie – Sénégal



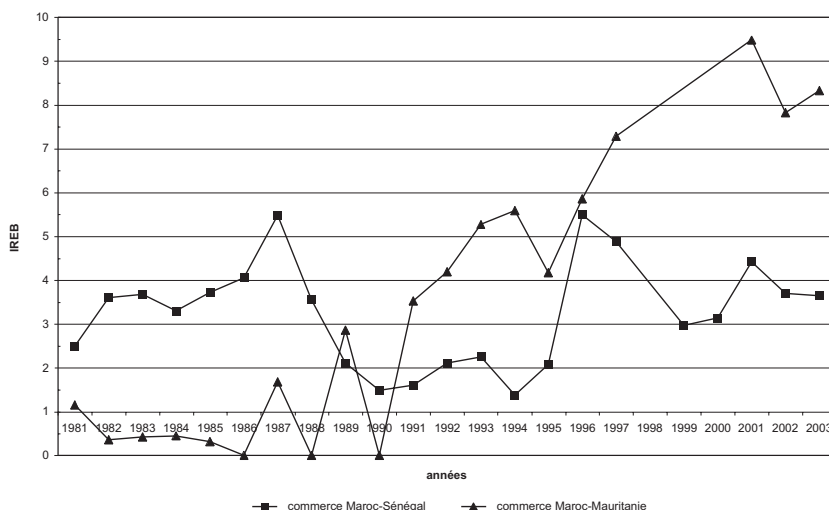
Sources : International Monetary Fund, Direction of Trade Statistics, Yearbook, Washington, D.C., diverses années (versions papier et CD-Rom) ; calculs de l'auteur (exportations & importations ; interpolations pour les années sans données dans les statistiques internationales vers la fin de la décennie 90).

Comparé aux échanges extérieurs totaux du Maroc, le commerce maroco-mauritanien a connu une certaine évolution, même si sa part dans le commerce extérieur du Maroc est restée très faible. Elle se situe autour de 1 % (2 % pour les exportations) du total et de 4 % des échanges extérieurs marocains au niveau du Maghreb et aussi avec l'ensemble subsaharien. Vue du Sud, la Mauritanie réalise par contre la moitié de son commerce maghrébin avec le Maroc.

Cependant, il faut prendre en considération la dimension économique du partenaire mauritanien dont la participation au commerce mondial est infime. Cela pris en compte, le commerce bilatéral maroco-mauritanien représente plus de *huit fois* le volume qu'on pourrait en attendre selon les parts des deux pays dans les échanges mondiaux. Cela induit qu'on peut parler à son sujet d'une forte intensité des échanges comparé aux autres partenaires commerciaux du Maroc (1). Parmi ceux-ci, la Mauritanie occupe une des premières places selon les intensités relatives bilatérales qui ont constamment augmenté depuis le début des années 90 : en 1989-1991, elles se situaient autour d'une valeur de 3, depuis elles ont presque triplé ; pour les exportations, elles ont augmenté dans un rapport de 8 à 20.

(1) L'« intensité relative des échanges bilatéraux » (IREB) met en relation les parts du flux commercial bilatéral effectif et du commerce extérieur des deux partenaires dans le commerce mondial. Des intensités qui dépassent la valeur de un signalent des rapports commerciaux plus intenses qu'on pourrait s'y attendre dans le cas où les deux partenaires échangeraient suivant leurs poids respectifs dans le commerce mondial.

Intensités relatives des échanges bilatéraux du Maroc avec la Mauritanie et le Sénégal



Sources : International Monetary Fund, op. cit. ; Calculs de l'auteur (exportations & importations; interpolations pour les années sans données).

En plus, il ne faut pas oublier le commerce informel, celui-ci est important et est évalué par les représentants officiels au quadruple des échanges déclarés. En direction du nord, ce commerce qui se fait souvent à travers le Sahara ou par la mer est constitué de cigarettes et de vêtements traditionnels africains et sahariens (*boubous* et *melhfa*) ; dans la direction opposée, c'est-à-dire du nord vers le sud, on trouve notamment des fruits et légumes, des *djellabas*, des *babouches* ou même du carrelage.

Les investissements, les *joint-ventures* et autres projets de coopération semblent, toutefois, plus significatifs pour l'essor des relations économiques que le commerce. Des entreprises privées, semi-publiques et publiques marocaines se sont intéressées, ces dernières années en particulier, à quelques secteurs stratégiques de l'économie mauritanienne. L'un des investissements-phares du Maroc en Afrique est la prise de participation de *Maroc Telecom*, en association avec des privés mauritaniens, dans la société mauritanienne *Mauritel* laquelle a, depuis lors, procédé à une forte extension de ses réseaux fixe et mobile. La coopération entre entreprises existe également dans des secteurs comme la distribution du gaz (entre *Somepi-Somagaz*) et du pétrole (engagement de *SMP-Atlas*), la pêche et autres. Elle touche les transports et l'infrastructure : il faut ici mentionner la réalisation de la route transsaharienne, l'élargissement des ports, le trafic aérien... La coopération était aussi envisagée dans le secteur de l'électricité où l'*Office national marocain de l'Electricité* (ONE) était favorisé pour la reprise de la *Somelec* avant que sa privatisation ne soit suspendue il y a plus de deux ans. Dans

le sens inverse, des entreprises privées mauritaniennes – surtout un des grands entrepreneurs, Abdallahi ould Nouéïgued (AON) – se sont engagées au Maroc, en particulier dans des firmes de cartonnage et dans des usines de stockage et de traitement du poisson dans le Sud marocain.

L'autre partenaire majeur et historique du Maroc au Sud du Sahara est le Sénégal. En fait, depuis les années 60, les relations bilatérales sont détendues et même cordiales. En 1964, le roi Hassan II y a effectué son *unique* visite en Afrique subsaharienne (mise à part la rencontre tripartite, plutôt maghrébine, avec les présidents Ould Daddah et Boumédienne en 1970 à Nouadhibou). Toutefois, cette cordialité n'est pas de mise dans les relations sénégal-mauritaniennes, qui connurent de nombreuses phases de crises (il suffit pour cela de rappeler les événements dramatiques de 1989-1990 dont le déclencheur a été la question des droits fonciers dans la vallée du fleuve Sénégal, qui a rejailli de nouveau en 2000), même si les deux pays vivent depuis peu une nouvelle détente. Globalement, le Sénégal soutenait les positions marocaines à l'égard de la Mauritanie (qu'il considérait en même temps comme un tampon protecteur contre d'éventuels visées expansionnistes du Maroc) et à l'égard de la question du Sahara ; il s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur du retour du Maroc à l'OUA et à l'actuelle Union africaine. Parallèlement, le Maroc servait d'intermédiaire dans les phases de tensions entre le Sénégal et la Mauritanie.

Dans le contexte de la politique africaine actuelle du Maroc, le Sénégal a également attiré une attention accrue des officiels et des agents privés marocains. Sur le plan inter-étatique, beaucoup de nouveaux accords et de projets communs ont vu le jour. Mohammed VI a effectué 3 visites d'Etat au Sénégal (en mai 2001, sa première visite en Afrique subsaharienne, en juin 2004 et en mars 2005), où il a été accueilli en grande pompe, non seulement en tant que chef d'Etat, mais aussi en tant que leader religieux. Depuis son élection en 2000, l'actuel président sénégalais, A. Wade, s'est rendu à plusieurs reprises au Maroc (en mai 2000, en mars 2003 et en mars 2004).

En 2000, le Maroc a signé un accord préférentiel de commerce et d'investissement avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), lequel doit remplacer les conventions bilatérales existantes, après l'établissement d'une zone douanière au sein de cette organisation. Cependant, cet accord a provoqué de grandes réserves, pour ne pas dire plus, parmi les entrepreneurs sénégalais qui craignent l'afflux de produits marocains plus compétitifs et une domination des entreprises marocaines sur leur économie nationale. Mais jusqu'à maintenant, cet accord n'a pas été ratifié et n'est donc pas encore entré en vigueur.

Le Sénégal, par contre, s'intéresse à des liens plus étroits avec l'UMA, mais sa demande n'a pas encore trouvé de réponse en raison des dysfonctionnements que connaissent les instances de cette organisation. Finalement, afin de sceller le renouvellement et le renforcement des relations

entre les trois pays dont il est question ici, le président Wade a annoncé à la mi-2004 l'établissement d'un *Conseil de concertation des pays africains du Nord atlantique* qui donnerait à cet axe trilatéral une forme plus organisée. En même temps, il a proposé de créer une vaste communauté économique des pays maghrébins et sahéliens, telle qu'elle est déjà envisagée par le SinSad (ou COMESSA : *Communauté des Etats sahélo-sahariens*) dont le Maroc et le Sénégal sont membres.

Dans le cas sénégalais, les relations économiques ont été également propulsées par l'essor des relations politiques. Le commerce s'est accru pour atteindre 22 millions de dollars en 2003 contre 6 millions en 1995. Mais il ne représente que près de 1 % du commerce extérieur global du Maroc et 4 % de ses échanges avec l'Afrique subsaharienne, soit quasiment les mêmes proportions atteintes par les échanges entre le Maroc et la Mauritanie. Les intensités atteignent des valeurs d'environ 4, ce qui est aussi remarquable. Ce commerce inclut bien sûr un certain volume de re-exportations, même si la dépendance mauritanienne par rapport aux ports sénégalais a fortement diminué depuis les années 60.

Les exportations marocaines en direction du Sénégal dépassent les importations, mais l'écart est légèrement moins prononcé, et les exportations sénégalaises sont plus diversifiées que dans le commerce marocain avec la Mauritanie. En premier lieu, le Maroc exporte des produits alimentaires, des vêtements et chaussures et des produits finis et semi-finis industriels vers le Sénégal, et il en importe du coton, des graines et fruits oléagineux, du poisson, des cuirs et des peaux.

Entre le Sénégal et le Maroc il existe également un commerce informel qui ne se fait pas par route, mais plutôt par avion et par bateau : ce sont en particulier les commerçantes sénégalaises qui entretiennent un commerce intense et régulier entre Dakar et Casablanca (mais qui est en train de périlcliter – voir à ce sujet l'article de L. Marfaing dans ce même numéro).

En ce qui concerne les investissements marocains à l'étranger, le Sénégal constitue une autre destination importante. Le projet-pilote dans ce cadre est incontestablement le contrôle d'*Air Sénégal International* par *Royal Air Maroc*. Un autre domaine concerné est le secteur des banques où la *Banque marocaine du commerce extérieur* (BMCE) a installé une banque d'affaires, *BMCE Capital Dakar*, en 2003, et où *Attidjariwafa Bank* est en train d'ouvrir une banque commerciale mixte attendue depuis longtemps. La coopération dans le bâtiment et les travaux publics comprend la construction de logements (par le *Groupe Chaâbi* ; projet cependant gelé en 2004 à cause de litiges fonciers) et l'apport technique et financier pour des projets routier, aéroportuaire, portuaire et ferroviaire. Le négoce, la fabrication de tissus, de médicaments (projet de *Sothéma-Maroc*) et de tuyaux de béton (par le *Consortium pour les canalisations, granulats et travaux* / CCGT du *Groupe Tazî*), l'alimentation, l'exploitation de carrières (aussi par le CCGT) et le

transport maritime (ligne établie entre Dakar et Ziguinchor par la COMANAV) sont d'autres secteurs où se sont engagées des entreprises à partir du Maroc et des hommes d'affaires marocains sur place. Par contre, la participation dans la Compagnie nationale d'électricité, *Senelec*, pour laquelle le Maroc était le repreneur favori, a été repoussée.

Un des problèmes majeurs auquel le commerce transsaharien se heurtait depuis longtemps était le manque de voies de circulation et de transport adéquates. Mais cela aussi est en train de changer. La coopération entre *Royal Air Maroc* et *Air Sénégal International* a contribué à la création d'un réseau aérien dense dans la région ; pour la Mauritanie, une coopération semblable être envisagée. Un important chaînon manquant est constitué par l'absence de liaison Nouakchott-Laâyoune : la permission mauritanienne de l'établir, en 1998, a été rapidement retirée.

Cependant, ce vide sera bientôt comblé par la route. Depuis 2002, il est ainsi permis de traverser officiellement par voie terrestre la frontière maroco-mauritanienne, fermée depuis 1979. Le dernier tronçon de la route Tanger-Dakar est en travaux entre Nouadhibou et Nouakchott ; son achèvement était prévu pour 2005. Cette route sera la première voie transsaharienne entièrement goudronnée ; elle reliera non seulement les parties septentrionale et subsaharienne du continent africain, mais aussi ce dernier à l'Europe. Elle devrait faciliter les flux commerciaux à la condition, cependant, que les réseaux routiers complémentaires, en particulier au Sud (programmés dans le cadre de l'initiative NEPAD et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest / CEDEAO), soient réalisés. Elle facilitera également les flux des hommes, même si les citoyens des pays subsahariens n'ont pas encore le droit de prendre la route (dans le sens sud-nord, la frontière mauritano-marocaine est interdite aux ressortissants de ces pays, qui n'osent pas eux-mêmes la prendre en raison des préjugés sur la migration qui prévalent toujours des deux côtés du Sahara). Finalement, il ne faut pas oublier le caractère symbolique de cet axe qui matérialise les multiples liens historiques et contemporains entre les peuples, les nations et les cultures au nord et au sud du Sahara.

Cependant, cette voie terrestre sera fortement concurrencée par l'établissement d'une liaison maritime régulière entre les trois pays, en discussion depuis les années 20 (cette liaison n'a existé entre Dakar et Casablanca que durant les années 1968 à 1974). Mais récemment, les responsables des trois pays ont décidé de nouveau de réaliser cette ligne qui permettra d'éviter le détour par les ports européens et offrira une voie de transport alternative et bon marché aux échanges de marchandises entre le Maroc et l'Afrique occidentale.

En résumé, on constate que les espaces en question – l'Afrique du Nord-Ouest qui englobe l'espace ouest-saharien et qui fait en même temps partie d'un autre espace Maghreb-Sahel – connaissent ces dernières années une forte évolution sur les plans politique, économique et migratoire.

Parallèlement, sur le plan du débat public, ces espaces ont attiré l'attention et la bienveillance des agents politiques, des décideurs économiques et du public, de la presse en particulier, aussi bien que des populations – commerçant(e)s, migrants, etc. – au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal et au-delà. Les trois pays se regardent eux-mêmes ou se veulent des « ponts » entre les régions qui les entourent (Europe-Afrique ; Afrique du Nord-Afrique subsaharienne ; Maghreb-Sahel, etc.).

Parallèlement, l'essor actuel des relations maroco-mauritaniennes et maroco-sénégalaises s'insère dans le renouvellement généralisé des relations politiques et économiques du Maroc (et d'autres pays nord-africains) à travers le Sahara depuis 1997 et dans une politique de régionalisation à plusieurs détenteurs du royaume (vers le Nord : Europe-Méditerranée ; vers l'Est : Maghreb-monde arabe ; vers l'Ouest : Amériques ; et vers le Sud : Afrique subsaharienne). Enfin, des rapports Sud-Sud si nécessaires et sollicités depuis longtemps commencent à s'établir, mais, en même temps, ils courent le risque de reproduire les relations Nord-Sud avec un pôle relativement fort au Nord et d'autres partenaires plutôt faibles au Sud du Sahara, avec tous les déséquilibres que cela implique.

Toutefois, les grands flux de marchandises se dirigent toujours vers d'autres directions. Le commerce transsaharien, même s'il est d'une *intensité relative* remarquable, a plus d'*importance* symbolique que réelle, et la coopération inter-entreprises est parfois bloquée. C'est pourquoi les responsables des trois pays soulignent régulièrement que les relations économiques restent en deçà de leur potentiel.

Ce sont en particulier les infrastructures projetées qui (re)structureront davantage, (ré)aménageront et revitaliseront cet espace transsaharien et contribueront ainsi au déploiement du potentiel des flux de marchandises et autres, même si ceux-ci sont encore empêchés de s'épanouir à cause de problèmes politiques anciens (Sahara) et nouveaux (migration, terrorisme), réels ou imaginaires, qui contribuent à verrouiller les passages.

Références bibliographiques

- Maringá Laurence, Steffens Wippel (dir.) (2004), *les Relations transsahariennes à l'époque contemporaine, un espace en constante mutation*, Karthala / ZMO, Paris / Berlin, y compris Laurence Marfaing, Steffen Wippel, « Espace transsaharien : espace en mouvement, quelques réflexions pour une approche conceptuelle – une introduction », p. 7-26, et Steffen Wippel, « Le renouveau des relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne : la formation d'un espace économique transsaharien ? », p. 29-60.
- Wippel Steffen (2003-2004), « Le renouveau des relations transsahariennes, Etude comparative des cas marocain et égyptien », in *Maghreb-Machrek*, 178, hiver, p. 89-108.
- Marfaing Laurence, « Von der Pilgerfahrt nach Fès zum Handel in Marokko : Senegalesische Händler und Händlerinnen in Casablanca » [Du pèlerinage à Fès au commerce au Maroc : commerçants et commerçantes sénégalais à Casablanca], in : Steffen Wippel (éd.), *Wirtschaft im Vorderen Orient, Interdisziplinäre Perspektiven* [Economie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Perspectives interdisciplinaires], Klaus Schwarz Verlag, Berlin 2004, p. 235-250.
- Marfaing Laurence, Steffen Wippel, « Die Öffnung der Landverbindung Dakar-Tanger und die Wiederbelebung transsaharischer Bewegungen » [L'ouverture de la route de terre Dakar-Tanger et la revitalisation des flux et mouvements transsahariens]. A paraître.
- Wippel, Steffen, "Bruder" und "Brück", *Die Entwicklung des marokkanisch-mauritanischen Verhältnisses, seine Wahrnehmungen und regionalen Bezüge* [« Frère » et « pont » : L'évolution des relations maroco-mauritaniennes, leurs perceptions et leurs références régionales] (*titre provisoire, travail en cours*).